

TOURS

Succès et défis du volontarisme pédagogique en science politique

À l'Université de Tours, la science politique prend place dans une UFR à dominante juridique et n'a eu, pendant longtemps, qu'un statut d'enseignement d'ouverture au sein des cursus de droit et d'AES. Elle est montée en puissance en 2018 avec la mise en place d'une offre modulaire et a franchi en septembre 2024 une nouvelle étape décisive avec l'ouverture d'une double licence droit/science politique dont le succès a été immédiat – ce qui ne sera pas pour surprendre les lecteurs du MagAFSP qui sont déjà très au fait de l'attractivité de la science politique.

A l'Université de Tours, les enseignements de science politique ont été assurés pendant longtemps par des juristes constitutionnalistes. Vers la fin des années 1980, un poste de Professeur a été ouvert, suivi de plusieurs recrutements de MCF dans la décennie qui a suivi. L'équipe tourangelle des politistes est toutefois restreinte : elle se compose de quatre titulaires (deux MCF et deux PU à ce jour) et d'un ATER, aux côtés d'une bonne vingtaine de publicistes titulaires et autant de privatistes. En 2014, un nouveau recrutement de MCF en science politique a été réalisé mais le poste est situé à l'IUT, au sein du département Carrières sociales. Les enseignements de science politique ont longtemps pris place, pour l'essentiel, en licences d'AES et de droit mais certains se déploient au sein des formations de journalisme (à l'IUT) et des Masters de droit, en

tant qu'enseignements d'ouverture. L'année 2018 marque une première étape de visibilité de la science politique, avec la mise en place d'une offre modulaire, de « Sciences politiques et sociales », constituée de trois enseignements et ouvert à l'ensemble des cursus de l'UFR (droit, économie, gestion) en L1 et L2, ainsi qu'une L3 droit et science politique. Le succès a été immédiat à tel point qu'il a fallu continger les inscriptions dans ce module, en L1. Ce parcours droit et science politique en L3 a constitué un tremplin vers la consolidation d'une offre de science politique au sein de la Faculté.

Le choix d'une double licence droit et science politique

À compter de 2021, l'équipe des politistes a développé le projet d'une double licence droit-science politique. Un certain nombre

d'éléments ont motivé ce choix : la rareté de ce type de formation à l'échelle nationale (une seule dans le public à ce moment-là), les limites en ressources humaines de l'équipe de politistes (nécessitant de mutualiser plusieurs enseignements avec ceux de la Licence simple de droit) et une réticence au sein de l'Université et de la Faculté à créer une licence mono-disciplinaire de science politique.

Deux années d'intenses discussions avec l'équipe présidentielle de l'époque ainsi qu'avec le doyen de la Faculté de droit, économie et sciences sociales ont été nécessaires pour formuler et préciser le contenu du projet et, surtout, pour le faire accepter par les collègues et adopter par les instances de l'Université. En interne, le projet ne s'est pas fait sans susciter un certain nombre d'inquiétudes, notamment sur le risque de captation des meilleurs étudiants locaux, aux dépens du cursus de droit, et les effets induits sur les candidatures en

Master. Toutefois, le soutien de l'équipe présidentielle alors en place, notamment des deux Vice-Présidents à la formation et aux moyens (Pascal Chareille et Florent Malrieu), et du Doyen de la Faculté d'alors (Julien Bourdoiseau) ont rendu possible des arbitrages favorables. La présence d'un membre de l'équipe des politistes au sein de l'équipe décanale de l'époque a également pu faciliter certaines discussions.

Succès immédiat et forte sélectivité

Cette double licence DSP a été ouverte officiellement à la rentrée de septembre 2024, avec une première cohorte de 60 étudiants de L1. La taille réduite de cette promotion reflète essentiellement les possibilités d'encadrement par les enseignants-chercheurs titulaires en science politique : il était en effet impensable de prendre en charge plus de deux groupes de TD pour les enseignements fondamentaux. Le succès de cette nouvelle DSP s'est d'abord manifesté par le nombre très élevé de candidatures et ce en dépit du nombre limité de places : la première année, 2 658 candidatures ont été déposées sur Parcoursup alors même que la licence n'existait pas et que notre visibilité à l'échelle nationale

était quasi-nulle. En 2025, malgré la publication sur Parcoursup du taux de sélectivité plutôt dissuasif (aux alentours de 13 %), ce sont encore 2 600 demandes qui ont été formulées.

Avec l'arrivée de la première promotion, les inquiétudes formulées par certains collègues se sont rapidement dissipées. La DSP a attiré des lycéennes et lycéens de l'ensemble du territoire national : si un bon tiers résidaient dans l'Académie Orléans-Tours, 65 % provenaient du reste de la France, allant de Nice à Dunkerque, de Strasbourg à Rennes, et deux étudiants de l'étranger (Maurice et Madagascar). Le niveau très élevé des admis.es a confirmé le constat, désormais bien établi à propos des autres expériences menées en France, d'une forte demande pour les formations de science politique, ce qui induit une forte sélectivité : 90 % des recrues avaient obtenu une mention « Très bien » au baccalauréat (dont 13 avec les félicitations du jury). Les caractéristiques de la promotion ne sont pas sans rappeler les profils des étudiantes et étudiants des IEP et des autres licences de science politique existant en France : le recrutement est très genré, avec 75 % de femmes, et les enseignements de spécialité, sciences économiques et sociales (SES) et histoire-géo, géopolitique et science

politique (HGGSP), constituent un puissant conducteur vers la science politique (la moitié de la promotion de 2024 avaient suivi cette doublette). Il apparaît à nouveau que la réforme du lycée crée bien des vocations. La promotion compte par ailleurs au moins 13 % de candidat.es boursiers. Cette première promotion a donné pleine et entière satisfaction avec 100 % de succès à l'issue de la première année.

La tension sur les ressources

Toutefois, malgré ce succès, le déploiement de cette licence ne se fait pas aujourd'hui sans poser certaines difficultés, principalement en termes d'encadrement, avec la présence en 2026 de deux promotions, en L2 et en L1, soient 120 étudiant.es. En l'état actuel des forces, pour la rentrée 2026/2027, date à laquelle les trois années de licence auront été activées, chaque titulaire de l'équipe devra assurer un service d'enseignement d'environ 400 heures, soit plus du double d'un service normal de 192 heures, à un moment où la charge administrative s'est sensiblement accrue pour les politistes (gestion de Parcoursup, responsabilités d'année, organisation de jurys propres, suivi de stages ou de la scolarisation à l'étranger — un semestre en L3), sans compter que bien des enseignements sont totalement nouveaux et que le cursus de science politique comprend des TD, ce qui n'était pas le cas auparavant. Cela n'est pas pour faciliter l'avancée des deux HDR en cours et suscite une urgence de recrutement de titulaires supplémentaires. Si la création de la double licence a constitué une première bataille pour consolider la science politique à Tours, le recrutement en est aujourd'hui la seconde, dans un contexte largement dégradé sur le plan des moyens au sein de l'Université, nettement sous-dotée par rapport à la moyenne nationale et à ses voisines orléanaise et poitevine. Grâce



© UNIVERSITÉ DE TOURS

au soutien de l'actuelle Doyenne, Olivia Sabard, et des collègues de l'UFR, notamment les économistes, un premier renfort a été accordé, sous la forme d'un deuxième poste d'ATER pour l'année 2025-2026, qui sera transformé en poste de MCF à la rentrée 2026.

L'ouverture de ce poste de MCF pour 2026-2027 constitue une victoire dans ce contexte mais elle ne suffira pas. Un fonctionnement « normal » de cette double licence exige l'ouverture d'un deuxième poste de MCF et l'utilisation permanente d'un deuxième support de poste d'ATER. Cela ferait passer l'équipe des politistes de 5 (2 PU, 2 MCF, 1 ATER) à 8 (2 PU, 4 MCF, 2 ATER).

Les défis des prochaines années

Compte tenu du succès de la double licence droit et science politique, de nouvelles sollicitations ont été formulées par les collègues de l'UFR et la présidence de l'Université.

La première concerne la création d'une double licence Economie-Science politique, ce qui supposerait de recruter non plus 60 étudiant.es en L1 mais au moins 90 (soit un TD supplémentaire). La deuxième demande porte sur la création à moyen terme d'un Master de science politique afin de combler définitivement l'offre en la matière dans le Centre-Val de Loire (il n'y a pas de cursus de science politique à l'échelle de la région). L'ouverture d'un Master pourrait créer un vivier pour la réalisation de thèses en science politique. En l'état actuel, quatre doctorant.es sont encadrés par les politistes de l'Université de Tours (Antoine Yenik, Alexandra Nicolas, Victoria Volat et Laurent Giacobbi (co-direction)), ce qui est peu compte tenu du fait que deux titulaires sont habilités à encadrer des thèses. La formation doctorale en science politique de l'École doctorale SHS

de Tours, qui était fermée jusqu'en 2021, a toutefois le mérite d'exister et elle va se renforcer avec l'arrivée de deux post-doctorats (à partir de janvier 2026).

Par ailleurs, compte tenu du nombre réduit de titulaires, le recrutement des étudiant.es ne pouvait pas se réaliser autrement qu'en prenant appui sur l'algorithme de la plateforme Parcoursup. Des discussions ont été engagées avec Vincent Tiberj dans la perspective d'un transfert de l'algorithme qu'il a mis en place pour la sélection en première année à l'IEP de Bordeaux¹. Ces projets ne pourront se réaliser qu'à la condition que l'équipe actuelle des politistes soit nettement renforcée dans les années à venir, ce qui passe par un soutien actif, concret et volontariste non seulement de l'UFR, mais aussi de l'Université et de son équipe présidentielle.

La dynamisation des activités des politistes

Cette double licence et la montée en puissance de la science politique ont permis d'insuffler une nouvelle dynamique dans les activités menées au sein de la Faculté et de l'Université, des activités de diffusion et des activités liées à la recherche.

Depuis plusieurs années, l'équipe des politistes organise une leçon inaugurale pour la Faculté, dans laquelle interviennent de nombreux politistes. La première leçon a été organisée en 2021 avec Pierre Rosanvalon. La seconde, qui correspondait à l'ouverture de la DSP en 2024, a donné la parole à Bertrand Badie. Cette année, en 2025, nous avons accueilli Vincent Tiberj. Un cycle de conférences auprès des étudiant.es de droit, et désormais de la DSP, a également été organisé au rythme d'une à deux conférences par semestre avec pour objectif d'inviter des chercheurs à venir présenter leurs travaux de recherche. Quelques exemples non exhaustifs :

- *L'âge du consentement sexuel*, avec Pierre Verdrager (CERLIS, Université Paris Descartes) et François Fourment (PR à l'Université de Tours)
- *La convention citoyenne sur le climat*, Loïc Blondiaux (PR à Paris 1)
- *L'idée de laïcité en France*, Vincent Génin (GSRL-EPHE)

- *L'égalité à la française à l'épreuve*, Réjane Sénac (CNRS-CEVIPOF)
- *Le conflit en Ukraine : enjeux et perspectives*, Olivier Schmitt (Université du Sud-Danemark), Bertrand de Franqueville (Université d'Ottawa).

En 2025, un nouveau format d'évènement tourné vers le public a été testé, au croisement de l'économie et des relations internationales : « les ECOPOL de Tours »². La première édition de cet évènement (19 septembre 2025), organisée en partenariat avec le Laboratoire LEO d'Orléans, a rencontré un franc succès, avec l'intervention de 11 chercheurs dans quatre tables rondes, de 4 journalistes de médias nationaux se chargeant de la modération (France Culture, RFI), plus d'une centaine de participants (étudiants, professionnels et citoyens curieux), et l'engagement des acteurs locaux (Ville de Tours, Métropole, Chambre de Commerce et d'Industrie).

Enfin, sur le plan de la recherche, qui prend place au sein de l'équipe d'accueil IRJI (Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François Rabelais) l'équipe des politistes a accueilli en 2025 grâce au programme d'invitation de l'Université de Tours et à la chaire Institut Universitaire de France (IUF) de Kevin Parthenay, Rafael Mesquita, Professeur de Relations Internationales à l'Université Fédérale du Pernambuco (UFPE, Brésil). Ce séjour a renforcé une collaboration scientifique qui a débouché sur la signature d'un partenariat entre le Département de science politique de l'UFPE et l'Université de Tours ainsi que sur le dépôt d'un projet de recherche binational CAPES-COFEUCUB.

**SYLVAIN CRÉPON
NATHALIE DUCLOS
KEVIN PARTHENAY
AUDRIC VITIELLO**

Université de Tours

¹ Pour en savoir plus, voir l'entretien avec Vincent Tiberj « Ce que nous faisons à notre niveau, c'est recréer de la préférence pour la diversité sociale » dans le *MagAFSP* #5 de décembre 2023 : <https://www.calameo.com/read/00604742231bcfe02715?page=14>

² <https://lescopol.univ-tours.fr/>



© UNIVERSITÉ DE TOURS